8 PAGES 5 CENTIMES — Fondé en 1895

L'Egalité
DE ROUBAIX TOURCOING

8 PAGES 5 CENTIMES — Fondé en 1895

Téléphones : A LILLE N° 1.02 22.82 — A ROUBAIX N° 3.28 — A LENS N° 0.52 — A DOUAI N° 412

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 1 an
Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les Bureaux de poste
Nord et Départements limitrophes . . . . 4 fr. 50 8 fr. 18 fr.
Autres Départements . . . . 5 fr. 50 11 fr. 22 fr.

NUMÉRO 5 CENTIMES

PUBLICITÉ
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du Journal et dans toutes les Agences de France et de l'Etranger.

Dimanche 25 Mai 1913

LA TERREUR

Comme nous l'avons dit, le ministère Barthou a du plomb dans l'aile. M. Poincaré lui-même s'en rend tellement compte qu'il a déjà entretenu M. Clémenceau de la possibilité d'une crise ministérielle, et avisé aux moyens d'y parer en essayant de neutraliser un certain nombre de ses anciens adversaires.

Cependant qu'il agonise, le Gouvernement fait passer sur les militaires, coupables ou non d'avoir manifesté contre le maintien de la classe, une tourmente de répression outrée

On lira plus loin, en dehors des mesures exagérément sévères qui ont été prises contre les protestataires, celles qu'on a fait peser sur les malheureux qui sont restés calmes et résignés.

Nous avons dit que nous n'approuvions pas les démonstrations plus ou moins spontanées des soldats qui se sont élevés contre la décision arbitraire et injustifiée prise par M Barthou Nous estimons qu'ils devaient laisser aux citoyens libérés des obligations militaires le soin de réagir contre la vague nationaliste qui submerge le pays.

Il n'en est pas moins vrai que les mesures prises par M. Barthou, par M. Klotz et par M. Etienne sont indignes du régime sous lequel nous vivons.

Non seulement des mesures de basse police sont prises à l'égard des soldats, non seulement on perquisitionne dans les chambrées, on espionne les conversations, on fait peser sur les troupes tout un système de mouchardage ignoble, mais on essaie de créer dans le public civil une atmosphère de terreur et de suspicion.

Un de nos amis qui accomplit dans une garnison du Pas-de-Calais une période de neuf jours nous disait hier que les tenanciers de débits de boissons sont l'objet d'enquêtes policières au cours desquelles on cherche à se renseigner sur les conversations tenues par les soldats, et on les menace même de consigner leurs établissements à la troupe s'ils n'acceptent pas de se faire les indicateurs bénévoles de la Sûreté Générale

Des villes comme Lille sont interdites aux permissionnaires réguliers : — les troupes y sont consignées sans délai, et les officiers sont chargés d'un service qui conviendrait mieux à ces commissaires spéciaux.

Des équipes sombres sont organisées dans les corps de l'Est ; la délation y fonctionne en souveraine, non seulement dans l'intérieur des casernes, mais encore et surtout à l'extérieur.

[illegible] [illegible] la République ne soit plus qu'un souvenir ou un espoir lointain.

Si encore l'on justifiait par des faits graves menaçant l'intégrité nationale et la sûreté des citoyens les mesures inqualifiables qui sont prises ; si la patrie en danger était en droit de réclamer de ses enfants l'obéissance passive et la cohésion devant l'ennemi, nous serions les premiers à remettre à plus tard les justes récriminations que les citoyens sont en droit de formuler.

Mais il n'en est rien, ou tout au moins nous n'en savons rien.

Conformément à une tradition qui est l'une des caractéristiques les plus détestables de notre époque, le peuple souverain ignore tout de la politique extérieure qu'un gouvernement, qui dispose à ce point de vue d'un pouvoir véritablement dictatorial, lui laisse traditionnellement ignorer.

Mais le danger n'est pas près de nous, — ou du moins nous l'ignorons, et rien ne semble expliquer les décisions brutales qui atteignent la classe libérable, rien ne justifie les dépenses folles qu'on improvise à cet effet

Avant d'approuver les mesures arbitraires qui sont prises à l'encontre de jeunes gens dont les familles se croyaient fondées à espérer le retour en octobre prochain, et aussi les dépenses qui s'ensuivent, nous voulons savoir!

Or, nous ne savons rien, parce que, vraisemblablement, il n'y a rien.

Si M. Barthou ne paie pas de son ministère et de toutes ses espérances de pouvoir futur le véritable abus de confiance auquel il se livre en ce moment, c'est que la justice démocratique n'est qu'un vain mot.

CHEZ LES MINEURS

Tout de suite

Depuis l'affaire Dreyfus et la crise nationaliste qui nécessitèrent la formation d'un ministère de défense républicaine, le pays ne s'est trouvé dans des circonstances aussi graves.

Le malaise date de longtemps. Il s'est aggravé brusquement avec le ministère Barthou. Le chef du gouvernement n'a pas compris que les choses ont changé depuis Méline et que la manière forte dont il paraît vouloir user ne peut que nuire à la tranquillité publique.

La nation n'acceptera jamais la violence qu'on veut lui faire et elle se trouvera bientôt debout tout entière pour protester contre un ministère qui a reculé en l'honneur de la réaction hypocrite, les limites de la complaisance et de la faiblesse.

Quelle opinion se fait du parti républicain ce ministre de la Guerre qui improvise, au pied levé, sans examen approfondi, un projet militaire qui doit nous coûter tous les ans un demi-milliard de dépenses nouvelles, et, chose plus grave, qui arrache à leurs familles deux cent mille jeunes gens ?

Quelle opinion se fait-il, ce ministre, de la dignité de ses collègues, lorsque, plein d'arrogance, il déclare à la Commission de l'armée qu'il n'attendra pas le vote du Parlement pour engager les dépenses ?

On se demande, en lisant ces informations dans les journaux, si nous vivons bien dans un pays où le peuple est souverain, où tous les actes du gouvernement sont soumis au contrôle des Chambres. On se demande aussi ce que le parti républicain attend pour faire justice de ces procédés de gouvernement qui rappellent ceux de l'Ordre Moral, pour ne pas dire du Bas-Empire.

Et tout cela parce que des hommes d'affaires ont engagé la France dans la sinistre aventure marocaine ; parce qu'il faut là-bas, dans les contrées meurtrières dont nous ne sommes maîtres que jusqu'à la portée de nos canons, de nouveaux renforts, de nouveaux bataillons sous peine de quelque irréparable désastre.

Il ne faut rien connaître de la situation actuelle du pays, de la mentalité du peuple, de son énergie, de sa volonté d'aller de l'avant, pour essayer de lui imposer, par l'intimidation et la violence, les charges qui résultent de la politique d'affaires. L'effervescence qui se manifeste dans tous les milieux est l'indice de la situation la plus grave et la plus inquiétante.

Les républicains de gauche paraissent d'ailleurs s'en apercevoir, puisqu'ils songent sérieusement à reconstituer le bloc qui donna un moment — hélas ! trop court, — confiance à la démocratie ouvrière.

Les radicaux qui ont refusé de s'incliner devant l'infaillibilité de M. Barthou et de son ministre de la Guerre, sont violemment pris à partie par la presse chauvine. La peur de ne pas paraître assez patriotes les fera-t-elle reculer, ou bien se décideront-ils à faire face à ce nouveau parti politique qui rêve de représailles criminelles et qui va du gendre du général Boulanger au gambettiste Etienne, en passant par le méliniste Barthou et l'antidreyfusard Millevoye ?

Quoi qu'il en soit, il est temps d'agir. A la place de ces hommes qui se lancent dans les entreprises coloniales pour faire le jeu des financiers les moins scrupuleux, il est nécessaire de mettre un gouvernement qui recherchera froidement le remède à la situation créée par les armements de l'Allemagne et qui, en même temps qu'il demandera au pays les sacrifices nécessaires, provoquera sa confiance par des réformes sociales et fiscales.

La chose est-elle impossible ? Aux anciens partisans du bloc à répondre. Mais il est un fait indéniable, c'est que depuis les ministères Waldeck-Rousseau et Combes, la classe ouvrière a perdu peu à peu toute confiance. En ce moment, M. Barthou gouverne contre elle. Il sait, tout aussi bien que nous, que les travailleurs sont hostiles à la loi de trois ans. Il n'en cherche pas moins à la leur imposer par la terreur et par la force.

Les radicaux comprendront-ils que la confiance des masses est indispensable à qui veut gouverner ? L'expérience du passé leur profitera-t-elle ou bien vont-ils sanctionner par un silence coupable les abominables mesures de répression dont parlent déjà les journaux nationalistes ?

Qu'ils fassent un geste et se rapprochent résolument des socialistes qui, comme eux, veulent la France grande, forte, respectée, mais aussi affranchie de la tutelle des hommes d'affaires. Le pays tout entier se lèvera pour soutenir le nouveau bloc et bientôt Barthou-Méline ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Quant aux socialistes, ils ont pour devoir de réagir contre les excitations de toute nature dont les travailleurs sont être l'objet.

Le bloc des gauches enterrera la loi de trois ans. Cela ne fait aucun doute. Malheureusement, ceux qui veulent nous lancer dans les aventures les plus périlleuses n'ignorent rien des procédés à employer pour faire marcher l'opinion. A moins que les républicains, par un accord loyal et nécessaire, ne démasquent les manœuvres des forbans — tout de suite.

Député du Pas-de-Calais,
Emile BASLY.

CHOSES ET AUTRES

Le " tuyauteur "

J'ai beaucoup connu un joueur qui passait tous ses après-midi aux courses et qui le soir, pour se refaire, ne manquait jamais de s'asseoir dans quelques tripots.

Ce qui ne l'empêchait pas de dire :

— On devrait faire une loi contre les jeux. Il faudrait interdire tous les jeux !

Il se peut que je me trompe, mais j'ai dans l'idée que le jeune homme qui a remis à M. Georges Berry le fameux rapport Aschwenden ressemble comme un frère au joueur que j'ai connu.

Il parle du Casino d'Enghien comme s'il l'avait beaucoup fréquenté.

Si mon hypothèse est bonne, qu'est-ce qu'il allait faire au Casino d'Enghien ? Y jouer probablement et y perdre de toute évidence. Et quand il avait perdu, il disait comme mon joueur :

— Sale affaire que le jeu ! Pourquoi ne ferme-t-on pas les établissements de jeux ?

Remarquez que je ne défends pas le Casino d'Enghien. On va le fermer ; on fera très bien. Je cherche simplement le mobile qui a fait agir le tuyauteur — c'est ainsi qu'on parle aux courses — de M. Georges Berry. Ce tuyauteur-là a dû prendre de fameuses culottes au cours de son existence. Vous pouvez en être sûrs ; je vous le dis. Aujourd'hui, il veut qu'on le protège contre sa faiblesse, ce qui est fort raisonnable de sa part puisqu'il ne sait pas se protéger lui-même. Il n'a qu'un tort, c'est d'oublier qu'il a été vaguement fonctionnaire et qu'un fonctionnaire ne doit pas livrer aux députés, ni d'ailleurs à personne, les documents qu'un hasard a mis en sa possession. A part quoi, ce jeune homme est tout à fait de l'espèce des sportsmen qui, un jour à Longchamps ou ailleurs, rouèrent de coups un cheval qu'à leur témoignage son jockey avait fait battre.

Le jockey était un filou. Le cheval n'y pouvait rien. Mais les joueurs sont ainsi faits que lorsqu'ils ont perdu, ils tournent leur colère contre n'importe quoi ou n'importe qui. En l'espèce, c'est au Casino d'Enghien que s'en prend le tuyauteur de M. Georges Berry. Et, encore un coup, ce n'est pas au Casino d'Enghien que l'enverrai mes fils quand ils auront vingt ans. Mais il était si facile à l'ami de M. Georges Berry de n'y pas entrer.

GRIFF.

CHRONIQUE

L'Aventure de M. Florestan
ARCHÉOLOGUE

M. Hyacinthe Florestan avait des cheveux blancs, une âme pure et des yeux candides.

M. Florestan était archéologue et passait pour savant. Il avait vécu soixante années d'une existence menue et austère. Il se croyait heureux, quand la fille de sa bonne eut l'étrange idée de se marier.

Elle fut demandée en janvier, fit languir un brin son prétendu, consentit en février, puis ne voulant pas enfreindre les règles du carême, elle attendit pour prendre époux la quinzaine d'après Pâques.

De Mardi-Gras à la Quasimodo, les deux amoureux se livrèrent dans la cuisine de l'archéologue à toutes les grimaces d'usage entre promis. A profusion, ils se bécotèrent sous l'œil vigilant et ravi de maman Justine, cuisinière bourrue et ventrue, excellente femme d'esprit positif et de cœur romanesque.

Ainsi, M. Hyacinthe Florestan assista plus souvent qu'il n'aurait souhaité au spectacle d'embrassements frivoles et de caresses éloquentes.

Ces jeux puérils et ridicules le faisaient un peu grogner, mais il était brave homme et pardonnait aux êtres simples les manifestations indiscrètes de leurs sentiments primitifs.

M. Florestan n'aurait donc pas eu à gémir d'un événement auquel il était médiocrement intéressé, s'il n'avait commis l'imprudence de sortir tout un jour de son cabinet.

Pour rendre hommage aux vertus ancillaires de Justine, il voulut, en effet, être de la noce à Louisette.

Ce fut lui qui conduisit la mariée devant M. le Maire et M. le Curé, lui encore qui présida le déjeuner. L'après-midi, il monta en tapissière avec les autres invités pour la promenade en campagne. Il parut même au dîner, se retira fort tard et, sans Justine, il eût fût probablement risqué aux dangers d'un quadrille.

C'est à dater de ce jour que M. Hyacinthe Florestan perdit la belle sérénité qui faisait son humeur toujours égale, son abord affable et courtois.

Dès que le malaise inséparable des exagérations gastronomiques se fût dissipé, l'archéologue entendit le printemps chanter à son oreille une chanson troublante qu'il n'avait jamais ouïe.

Les jours passèrent sans chasser les souvenirs de la noce. M. Florestan ne cessait d'apercevoir la tablée du Cheval-Blanc. Les yeux dans les yeux, Louisette et son mari parlaient à voix basse, les filles d'honneur se laissaient conter des douceurs par leurs cavaliers, de vieux couples attendris par la vue des jeunes retrouvaient les risettes d'antan.

M. Florestan ne pouvait plus sortir sans découvrir sous l'ombre d'un porche ou dans la courbe d'une allée un couple enlacé, une fillette ravie appuyée contre l'épaule d'un garçon.

L'Univers entier semblait ne songer qu'à l'amour, et cette découverte plongeait le savant dans une stupéfaction profonde. Il n'avait connu qu'à interroger les ruines, les cryptes et les inscriptions lapidaires, à compulser de vieux papiers. Il n'avait jamais connu les extases que certaines étreintes, surprises au hasard, lui faisaient deviner.

Bientôt, il maudit les années perdues où il aurait pu être absurde et heureux comme les autres.

Un beau matin, M. Florestan regarda ses livres entassés dans son cabinet, les moulages accrochés aux murs, les secrétaires bourrés de notes. Une envie lui vint de tout [illegible] ce vain amas un immense auto-da-fé.

Heureusement pour le pays, l'archéologue se contenta de prendre son chapeau haut de forme et sa canne à bec d'argent.

Au moment de sortir, il se regarda dans la glace. Ma foi, pour un bonhomme de soixante ans, il n'était pas trop déplaisant. Il avait le teint frais, la bouche saine, l'œil vif.

Une seule chose accusait son âge : son costume, et surtout sa cravate, cette petite guimpe noire qu'il nouait tous les matins de la même façon depuis un demi-siècle.

Il appela sa bonne.

— Justine, dit-il, courez m'acheter une cravate à la mode.

— Une cravate à la mode ?

— Oui, flottante, avec des fleurettes.

— Mais, monsieur, répondit Justine abasourdie, vous aurez l'air d'un freluquet.

— C'est ce que je veux, répliqua sèchement M. Florestan. Allez.

La cuisinière obéit. Elle revint au bout d'un quart d'heure, apportant une horrible lavallière groseille et vert pomme.

— Voilà ce que j'ai trouvé de mieux, dit-elle.

M. Hyacinthe Florestan se fit accrocher le chiffon barioré, puis se planta de nouveau devant son miroir.

— C'est ma foi vrai, dit-il, que ça me donne l'air d'un freluquet. Tant mieux ! J'ai vingt ans aujourd'hui, Justine, j'ai vingt ans !

Et prenant sa bonne à la taille, il la fit tourner quatre tours, la laissa heurter le mur, puis ouvrit la porte, sauta du perron dans la rue et partit, allègre, vif, radieux comme un damoiseau.

Justine, qui avait toujours suspecté l'équilibre mental de l'archéologue, murmura en se touchant le front du doigt :

— Cette fois, il l'est tout à fait.

Cependant, M. Hyacinthe Florestan suivait son chemin. Une voix mystérieuse lui disait que cette journée ne s'achèverait pas sans une aventure. L'espoir gonflait sa poitrine. Joyeux, confiant, l'archéologue courait à l'amour.

Dans un carrefour, il s'arrêta, indécis. Une boule duveteuse dominait la rosace d'un pissenlit. M. Florestan la cueillit, l'agita au-dessus de sa tête. Le plumetis s'éparpilla au gré de la brise vers un sentier sinueux.

M. Florestan suivit le conseil du hasard et s'engagea dans le chemin.

Il se trouva bientôt au pied d'un grand mur. Des tas de sable, un cercle de mortier marquaient que des ouvriers avaient entrepris de réparer une brèche ouverte au sommet sous le poids d'un lierre immense.

L'archéologue, curieux de bâtisses, examinait le travail nécessaire lorsqu'au-dessus de la brèche une tête apparut : une tête de femme jeune encore, avec des fleurs nouées dans ses cheveux épars.

M. Hyacinthe la contemplait le cœur battant, les jambes tremblantes. Il murmura, étrangement ému :

— Ophélia, ô romance ailée !

La femme se mit à rire et, sans autre raison, envoya des baisers au savant.

M. Florestan comprit que l'heure était venue. Frissonnant, beau, il se laissa tomber à genoux, chapeau bas, et à son tour jeta ses mains tremblantes sur ses lèvres.

La belle aux cheveux d'or tendit les bras. M. Florestan courut vers elle, s'agrippa de toutes ses forces au lierre ; mais bien qu'il se crût un page de romance, il ne put escalader la vieille clôture.

Heureusement, les maçons avaient laissé leur échelle contre le mur. L'archéologue, à qui l'amour donnait des bras d'Hercule, la saisit, la dressa contre la brèche.

Et bientôt, sans savoir ce qu'il avait pu faire, M. Hyacinthe Florestan, président de la Société des Antiquaires, membre correspondant de douze académies étrangères, se trouva sous une voûte de hêtres géants, au creux d'un banc moussu, la tête posée sur le sein d'une femme qui répétait d'une voix passionnée :

— Je t'aime, compagnon. Tu es noble, tu es beau.

M. Florestan se demandait s'il était dans le Paradis de Mahomet ou dans le Paradou.

Il pencha pour la première hypothèse en voyant surgir une nouvelle houri, grande, maigre, qui marchait avec des gestes inspirés.

Elle aperçut le couple, poussa un cri et se rua aux pieds d'Hyacinthe en criant :

— Apollon ! Apollon ! Je suis ta prêtresse.

M. Florestan, ravi, s'abandonnait aux mains qui le caressaient. Entre les branches des arbres, le ciel était lointain et doux ; une brise molle balançait un acacia odorant. Des paroles voluptueuses, des baisers lui faisaient oublier soixante années de vertu et de froide raison qui avaient toujours inspiré ses actes quotidiens.

Il eût voulu entonner un hymne d'allégresse, clamer son bonheur en accents harmonieux. Il ne sut que balbutier :

— Amour ! Amour !

Des chants, soudain, retentirent derrière les buissons.

— Eros ! Divin Eros ! murmura le savant.

Une troupe de femmes parut. Elles s'arrêtèrent, regardant leurs compagnes et l'homme aux cheveux blancs.

Soudain, une même inspiration les jeta en avant. Elles entourèrent Hyacinthe Florestan, [illegible] des poses [illegible] des paroles enflammées.

L'archéologue ouvrit les yeux et sentit passer le frisson d'une angoisse.

Parmi ses adoratrices, il apercevait en effet des mégères horribles, des vieilles édentées ignobles, une virago plus barbue que Justine. Et toutes avaient le même regard incertain, un rictus pareil aux lèvres, des gestes saccadés, incompréhensibles.

M. Hyacinthe Florestan comprit tout à coup l'horrible vérité. Il était dans l'asile des folles !

Epouvanté, il se dégagea des bras qui lui faisaient un collier si poétique tout à l'heure. En quatre bonds, il atteignit la brèche, franchit les échelles, dégringola dans le chemin et se mit à fuir.

Vingt femmes, hélas ! l'avaient suivi et galopaient derrière lui, jupons troussés, cheveux au vent. L'archéologue entendait leurs appels, leurs hurlements. Il tourna dans un chemin, puis dans un autre, enfila une allée, sauta une barrière, traversa une cour ; un dédale de ruelles l'amena au centre de la ville.

M. Florestan n'eut pas l'idée de chercher abri dans une boutique. Il n'avait qu'une pensée : arriver chez lui, se barricader dans son logis.

Suant, soufflant, il courait haletant ; la meute tenace le suivait par la ville. Attirés par les cris, les gamins, après M. Hyacinthe Florestan, [illegible] [illegible] grande que le vieux savant ; [illegible] troupeau de femmes qui criaient :

— Gonzague ! Frédéric ! Ambroise ! Mon chéri ! Mon amour !

Les clients sortaient de la partie, puis les gamins et les voyous. M. Florestan crut sa dernière heure arrivée.

Par bonheur, dans un croisement de rues, un coupé attelé de deux chevaux piaffants déboucha derrière l'archéologue, mit une barrière momentanée entre lui et la bande épileptique qui le poursuivait.

D'un effort suprême, M. Florestan bondit dans sa maison, ferma les portes à double verrou et tomba enfin dans son fauteuil, anéanti. La horde furieuse hurlait à la grille.

Justine, accourue, regardait son maître... En hâte, elle prépara un grog.

— C'est votre cravate qui est cause de tout cela, dit-elle, sévère.

M. Florestan ne répondit pas. Terrifié, il regardait la fenêtre.

Enfin, les gendarmes survinrent, avec les gardiens de l'asile.

Les folles furent emmenées, escortées par la populace en joie. L'archéologue put changer de linge et respirer en paix.

Pendant un an, toutefois, il n'osa plus sortir de sa demeure qu'à la nuit noire.

Et même à présent, bien que cette aventure soit déjà lointaine, M. Hyacinthe Florestan ne peut voir une femme lui sourire ou entendre prononcer le mot « amour » sans qu'il tremble comme la feuille et manque de s'évanouir.

Eugène SAILLARD.

ÉCHOS

ÉCONOMIES POLITIQUES

Il est à Vienne un proverbe curieux qui dit : « Fagoté comme une archiduchesse ». Les toilettes des grandes dames de la cour ne sont pas, en effet, des plus élégantes, et maintes petites bourgeoises flânant sur le Prater rendraient des points aux princesses autrichiennes.

La reine d'Angleterre, bien que mise avec goût, réprouve toute extravagance vestimentaire. Elle disait l'autre jour à une de ses dames d'honneur :

— Moi, je m'habille avec 6.000 francs par an. Et je souhaiterais que mes compatriotes dépensent plus [illegible] et les sommes folles qu'elles emploient à se parer.

Le piquant de l'affaire, c'est que les demoiselles d'honneur de Sa Majesté ont pour leur toilette un budget officiel de 10.000 francs par an.

LA QUESTION des Tramways de Lille

Pourquoi la Compagnie des Tramways demande une prolongation de sa concession jusqu'en 1955.

Quelques chiffres pour rassurer la municipalité prête à verser des pleurs sur la misère de la Compagnie dont les millions sont encore considérables.

[illegible] M. Faure, directeur [illegible] devant le Conseil municipal [illegible] [illegible]

On savait [illegible] [illegible] [illegible] Compagnie [illegible] [illegible] exploitation.

Nous l'avions [illegible] une prolongation [illegible] [illegible] que la Compagnie [illegible] Conseil général, contre la [illegible] Electrique Mongy [illegible] concessionnaire de M. Mongy, notamment de la ligne Lille-Armentières.

La Compagnie des Tramways de Lille ne voit pas sans regret sa jeune rivale l'emporter de toutes parts sur elle et lancer ses élégantes voitures sur les routes de Roubaix, de Tourcoing, de Fives, d'Hem, etc., et menacer de venir même au cœur de Lille chercher une abondante clientèle pour l'emmener vers Armentières, vers Halluin, Barœux, etc.

La Compagnie des Tramways de Lille sait bien que si sa rivale a obtenu la faveur du public c'est parce que la comparaison entre le service de celle-ci et d'elle-même était trop aisément sa propre condamnation, parce qu'il est agréable de circuler dans des voitures propres, confortables, et qu'il est regrettable de voir traîner dans les rues de Lille un matériel archaïque, malcommode et trop réparé.

La crainte d'une concurrence, dans l'avenir, sur le terrain même de Lille où la Compagnie exerce actuellement les droits de sa concession, a fait songer aux dirigeants de cette Compagnie qu'il serait prudent d'obtenir des aujourd'hui l'assurance que la [illegible] ne pourrait lui en espérer avant longtemps.

La prolongation de concession

M. Faure [illegible] exposé vendredi [illegible] la Compagnie ne consentirait à assurer son service plus longtemps dans les conditions actuelles que si on lui accordait [illegible]

1° [illegible] [illegible]

2° [illegible] [illegible]

3° [illegible] [illegible]

M. Faure a fait valoir [illegible] la Compagnie [illegible] [illegible] [illegible]

[illegible] [illegible] à M. Faure que le [illegible]

M. [illegible] ne voulait [illegible] la Compagnie [illegible]

[illegible] [illegible]

C'est l'Etat qui [illegible] C'est l'Etat qui accorde aux villes les concessions de tramways que les villes rétrocèdent à des Compagnies.

Mais la prolongation de la concession constituerait pour la Compagnie un avantage si considérable que l'on s'attendrait plutôt à la voir venir, pleine de promesses, vers la Ville pour en obtenir ce qu'elle désire.

Loin de là. La Compagnie pose ses conditions. Elle menace de doucereuse manière.

Et la municipalité Ch. Delesalle ne proteste pas. Elle consent à discuter les menaces. Elle veut bien envisager la diminution énorme des avantages du public qui constitue la suppression des abonnements et le paiement des correspondances.

En échange que peut attendre le public ? Rien. Absolument rien.

La Compagnie promet de maintenir l'état actuel des choses et elle menace de retirer même les rares avantages que possédaient les voyageurs et abonnés.

La situation financière de la Compagnie selon M. Faure

M. Faure a déclaré à la Municipalité que c'était des raisons d'ordre financier qui avaient incité le Conseil d'administration de sa Compagnie à poser à la Ville de Lille les conditions présentes.

L'exploitation des tramways de Lille est onéreuse, a dit le Conseil d'administration.

Vis-à-vis des compagnies des autres grandes villes : Le Havre, Bordeaux, Marseille, etc., la situation de la Compagnie de Lille est considérablement inférieure, selon M. Faure. A Lille la recette kilométrique par voiture est de 42 centimes dans l'exercice dernier. C'est insuffisant. La progression des recettes est pour la Compagnie de Lille très faible en proportion des autres sociétés analogues. En revanche les dépenses d'exploitation s'accroissent : entretien du matériel fatigué, hausse du charbon, des matériaux, de la main d'œuvre, etc.

A ce sombre tableau M. Faure a ajouté qu'il fallait envisager le remplacement des voitures, le renouvellement des voies, etc. Et cela coûterait cher.

M. Faure hanté comme sa Compagnie par le spectre de la concurrence. Il croit que la période d'augmentation des recettes de l'exploitation a atteint son maximum, que la rivalité suscitée sur certaines lignes a coupé court à tout espoir de prospérité future.

Il faut réduire les recettes puisque les dépenses n'augmenteront plus. Que ce soit le public qui paie les pots cassés, voilà qui ne [illegible] la Compagnie !

Les millions de la Compagnie

Un million et demi de bénéfices par an.

Plus de quatre millions de recettes.

Puisque la Compagnie pleure misère pour apitoyer la Municipalité qui n'a déjà que trop la tentation de faire tous ses caprices, entreprenons de rassurer la Compagnie sur son propre sort.

Il y a plus malheureux qu'un actionnaire de la Compagnie !

Nous ne connaissons pas le bilan de la Compagnie pour 1912, mais tout le monde peut lire dans le numéro du 15 août 1912 de la « Belgique Financière » des renseignements très rassurants sur la situation financière de la Compagnie.

On y lit que la « Société Belge des Tramways de Lille » constituée le 12 décembre 1901, qui s'est substituée à la Compagnie des Tramways de Lille et de sa banlieue, possédait au 31 décembre 1911, une longueur de lignes en exploitation de 102 kilomètres 679 mètres, et un capital de près de 30 millions de francs.

Le total des bénéfices disponibles réalisés en 1910 a été de 1 millions 427 mille 473 francs et en 1911 de 1 million 428 mille 869 francs.

Du rapport des Tramways de Lille, on extrait ces constatations en 1912 :

« Les recettes continuent à être satisfaisantes et ont, en effet, atteint pour les cinq premiers mois de l'année en cours 2 millions 71.000 francs au lieu de 2 millions de francs.

» L'an dernier, la majoration totale des recettes s'est élevée à 171.000 francs et l'augmentation des dépenses avait été assez considérable par suite de l'accroissement des services.

» Bien que ne s'affirmant pas d'une façon réellement vigoureuse, — la concurrence de lignes nouvelles, notamment celle du Boulevard de Lille à Roubaix-Tourcoing y est sans doute pour quelque chose — le développement du trafic assuré par le réseau lillois n'a pas encore dit son dernier mot, et le rendement de son exploitation va, selon toutes probabilités, continuer normalement à progresser.

» Une circonstance avantageuse, pour l'avenir, consiste dans l'autorisation accordée par le Conseil d'Etat à la Compagnie de consacrer une partie de son capital à la production d'énergie électrique — pour la force motrice — à vendre aux particuliers... »

Voilà, n'est-il pas vrai, des constatations rassurantes et où le pessimisme de M. Faure n'apparaît pas le moins du monde justifié !

En 1911 on a payé 5 fr. 50 de dividende par action de capital de 100 fr., alors au cours de 110,25.

Sans doute en 1907 on a payé 6 fr. de dividende mais en 1905, en 1904 on ne payait que 4 fr.

Les recettes n'étaient en 1902, pour l'année, que de 2 millions 715 mille francs. Et en 1912 on accusait 2 millions 71 mille francs de recettes pour 5 mois seulement, soit certainement plus de 4 millions de recettes pour l'année entière.

Et la « Belgique Financière » en reproduisant quelques-uns des chiffres ci-dessus, annonçait ; « Il ne semble nullement logique de considérer le dernier coupon de 5,50 attribué aux actions de capital de la Compagnie des tramways de Lille comme un max[illegible]